

Fourniture, livraison et montage du mobilier pour les locaux du futur siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie (campus entreprises et compétences) à MENDE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

<i>Article 1^{er} : OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</i>	2
▪ 1.1. Objet du contrat :	2
▪ 1.2. Décomposition en tranches et en lots :	2
▪ 1.3. Réalisation de prestations similaires :	2
<i>Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</i>	2
▪ 2.1. Pièces particulières :	2
▪ 2.2. Pièces générales :	2
<i>Article 3 : DÉLAI D'EXÉCUTION</i>	3
<i>Article 4 : CONTENU DES PRIX</i>	3
▪ 4.1. Répartition des paiements :	3
▪ 4.2. Variation dans les prix :	3
<i>Article 5 : RÈGLEMENT DES COMPTES</i>	3
▪ 5.1. Facturation :	3
▪ 5.2. Mode de règlement	4
▪ 5.3. Paiement des cotraitants	4
▪ 5.4. Paiement des sous-traitants	5
<i>Article 6 : AVANCE</i>	5
<i>Article 7 : PENALITES</i>	6
<i>Article 8 : MODIFICATIONS DU CONTRAT</i>	6
<i>Article 9 : CONDITIONS D'EXECUTION ET VERIFICATION DES PRESTATIONS</i>	7
<i>Article 10 : ASSURANCE</i>	11
<i>Article 11 : RÉSILIATION DU CONTRAT</i>	11
<i>Article 12 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</i>	11
<i>Article 13 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</i>	12
<i>Article 14 : PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL</i>	12
▪ 14.1. Description du traitement des données à caractère personnel :	12
▪ 14.2. Obligations du titulaire :	12
▪ 14.3. Obligations du pouvoir adjudicateur :	15

Article 1^{er} : OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

▪ 1.1. Objet du contrat :

Le présent marché consiste en la fourniture, la livraison et la pose (montage) de mobilier de bureau, d'accueil, salles de réunion, salle de session pour le futur siège de la CCI (campus entreprises et compétences), sis rue Albert Einstein, 48000 MENDE.

Lieu d'exécution : Futur siège de la CCI Lozère, rue Albert Einstein, 48000 MENDE.

Le détail sur le lieu de livraison (affectation du mobilier par espace) sera précisé en cours de marché.

▪ 1.2. Décomposition en tranches et en lots :

Le présent marché ne fait pas l'objet de tranches, ni de lots.

▪ 1.3. Réalisation de prestations similaires :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Le montant de ce nouveau marché ne devra pas dépasser celui du marché initial. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront identiques à celle du présent marché.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

▪ 2.1. Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces particulières du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique du candidat.

▪ 2.2. Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Le Code de la Commande Publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales énumérées ci-dessus sont contractuelles bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du marché. Ces documents sont réputés connus.

Article 3 : DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution du marché est fixé dans l'acte d'engagement.
Ce délai part de la date de l'ordre de service.

La livraison et le montage du mobilier sont à effectuer après la réception des travaux soit entre la semaine 37 et 41.

La durée d'exécution ne pourra pas aller au-delà du 11 octobre 2025 sauf aléas de chantier.

Article 4 : CONTENU DES PRIX

Le marché est un marché global et forfaitaire.

▪ 4.1. Répartition des paiements :

Les paiements seront effectués sur le compte du titulaire du marché dont les coordonnées bancaires figureront sur la facture originale.

Le règlement des dépenses se fera par virement. Le délai de paiement est de 30 jours.

Pour les cotraitants :

Si plusieurs entreprises sont chargées solidairement de l'exécution du marché, le mandataire devra préciser les missions dévolues à chaque cotraitant.

Il adressera sa facture accompagnée d'une attestation certifiant les sommes à payer à son cotraitant.

▪ 4.2. Variation dans les prix :

Le marché est conclu à prix ferme.

Le taux de TVA à appliquer sera celui en vigueur le jour du fait générateur de cette taxe.

Article 5 : REGLEMENT DES COMPTES

▪ 5.1. Facturation :

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes : les nom et adresse du prestataire ; le numéro SIRET, le numéro de son compte bancaire ou postal ; les prestations effectuées détaillées selon le détail quantitatif estimatif, les prix unitaires en € HT et TTC ; le marché de référence ; la date ; le numéro de facture.

Le prestataire adressera sa facture **par le portail CHORUS PRO**, libellé à :

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Lozère
BP81
48002 MENDE Cedex.
SIRET : 184 800 027 00015

En cas de service non réalisé ou fait de manière incomplète, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à la réglementation en vigueur, de ne pas procéder au règlement des factures correspondantes.

De même, en cas de non-respect des clauses susmentionnées relatives à la facturation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre le paiement, sous simple renvoi des factures correspondantes.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur la rejettera après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

■ 5.2. Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées par mandat administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

■ 5.3. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

■ 5.4. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 6 : AVANCE

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Conformément à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra ou dépassera les 65% du montant initial du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Article 7 : PENALITES

Au cas où les délais contractuels ne seraient pas respectés, le pouvoir adjudicateur engage la procédure de mise en demeure prévue à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS avant d'appliquer les pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toute pénalité est due quel qu'en soit le montant. La franchise de paiement au-dessous de 1000€ ne sera pas appliquée. Les pénalités sont cumulatives et ne sont pas plafonnées.

Dans le cas de prestataires groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire du groupement. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des prestataires.

Pénalités applicables :

Pénalités de retard dans la livraison et le montage du mobilier :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité journalière de retard est fixée à 200€ (deux cents euros) par jour ouvré de retard. Ce retard sera calculé par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour non évacuation des emballages et déchets relatifs à la livraison et au montage du mobilier :

En cas de non-respect de son obligation d'évacuer les emballages et déchets relatifs à la livraison et au montage du mobilier, une pénalité journalière de 100€ (cent euros) sera appliquée par jour ouvré de retard. Ce retard sera calculé par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour non-conformité du mobilier livré par rapport au descriptif des pièces du marché :

Lorsque le mobilier livré est non-conforme à la commande ou aux descriptifs des pièces du marché, le pouvoir adjudicateur renvoie ce mobilier et exige la fourniture du mobilier décrit dans le marché. Le titulaire sera mis en demeure de payer une somme équivalente à 10% du prix du mobilier non conforme qui a été renvoyé. Ce montant sera calculé par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour non-respect du lieu de livraison :

Si le mobilier n'est pas livré et/ou installé dans l'espace qui a été demandé et spécifié par le pouvoir adjudicateur lors de la commande, une pénalité de 100€ (cent euros) sera appliquée pour chaque engagement non respecté. Cette pénalité sera calculée par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique :

La pénalité journalière en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique est fixée à 50€ (cinquante euros) par jour ouvré de retard. Ce retard sera calculé par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour non-respect des formalités prévues pour la lutte contre le travail dissimulé :

Si le prestataire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail en matière de travail dissimulé par une dissimulation d'activités ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant égal à 10% du montant maximum du marché HT. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale aux articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Article 8 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique et selon les modalités suivantes :

Clause de réexamen : le titulaire est informé par le pouvoir adjudicateur de la modification du contrat ou il informe le pouvoir adjudicateur de la nécessité de modifier le contrat.

Les modifications font alors l'objet d'échanges écrits entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché. Il est ensuite procédé à la formalisation de ces modifications par un document écrit, signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché. Ces modifications peuvent concerner : les clauses de variations du prix (si la clause s'avère inadaptée ou si un indice venait à disparaître ou à changer), les prestations supplémentaires devenues nécessaires pour finaliser les prestations en cours.

En outre, des raisons techniques, tarifaires, ou inhérentes à l'identité du titulaire, pourront avoir pour effet de modifier le présent marché public.

La mise en œuvre de la clause de réexamen, se fera suivant les cas, par l'émission d'un ordre de service, ou par la conclusion d'un avenant.

En application de l'article R2194-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier le contrat lorsqu'il est confronté à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Cette hypothèse s'apparente à la notion de sujétions techniques imprévues qui recouvrent toutes les difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché.

Ne pourront en effet être regardées comme des sujétions techniques imprévues, que des difficultés matérielles rencontrées lors de l'exécution d'un marché, présentant un caractère exceptionnel, imprévisible lors de la conclusion du contrat et dont la cause est extérieure aux parties. La modification doit être limitée à 50 % du montant du marché initial et ne doit pas altérer la nature globale du contrat.

Le cas échéant et conformément aux dispositions des articles R2194-2 à R2194-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux marchés complémentaires. Ces derniers ne pourront en aucun cas augmenter substantiellement le coût pour le pouvoir adjudicateur.

En outre des modifications non substantielles pourront être approuvées par voie d'avenant selon les conditions des articles R2194-7 et R2194-8 du code de la commande publique. Le cas échéant le prestataire produira un courrier explicatif avec le chiffrage des modifications proposées.

Article 9 : CONDITIONS D'EXECUTION ET VERIFICATION DES PRESTATIONS

Lieu d'exécution : Futur siège de la CCI Lozère rue Albert Einstein, 48000 MENDE

Conditions particulières d'exécution :

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et devront être exécutées selon les conditions définies au CCTP et à la DPGF, ainsi qu'au CCAG FCS en vigueur.

Représentation des parties :

Les modalités de désignation des personnes physiques habilitées à représenter en cours d'exécution du marché d'une part la CCI et d'autre part le titulaire, sont celles prévues aux articles 3.3 et 3.4 du CCAG FCS.

Pour le pouvoir adjudicateur :

Mme Cindy GUIGNARD en sa qualité de Directrice Générale de la CCI Lozère

Tél : 04 66 49 00 33

E-mail : sdg@lozere.cci.fr

Ces correspondants sont chargés de suivre l'exécution du marché. Le titulaire leur remettra les pièces concrétisant l'avancement de la mission ainsi que tous les documents permettant le règlement. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Pour le titulaire du marché :

En application de l'article 3.4.1 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification du marché pour désigner auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Lozère une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Suivi contractuel :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification du marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Suivi opérationnel :

Le titulaire désigne nommément un correspondant permanent, parlant français couramment, chargé du suivi opérationnel du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander le remplacement du correspondant si celui-ci s'avère défaillant dans la bonne exécution du suivi ; le titulaire dispose de 30 jours calendaires pour proposer un remplaçant. La décision de récusation ou de remplacement prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la réception. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.1.o du CCAG FCS.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les matériels.

Une démonstration de l'utilisation du matériel devra être organisée à la livraison du matériel et à l'attention des personnels utilisateurs sur les différents sites.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures du marché sont effectués dans les conditions de nature à garantir leur bonne exécution selon les règles du marché et selon les règles de l'art.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le titulaire doit

prendre en charge l'évacuation de ses emballages et déchets qui ne doivent pas rester dans l'enceinte du siège de la CCI (ni à l'intérieur, ni à l'extérieur). Une pénalité est prévue si cette évacuation n'est pas respectée.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Le montage du mobilier s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

Documentation

La documentation de montage du mobilier et d'entretien du mobilier sera remise aussitôt après la mise en service au responsable du service.

Si un accessoire ou une option comportent des manuels « utilisateur » séparés, ils seront remis dans les mêmes conditions.

TOUTE LA DOCUMENTATION DOIT ETRE EN LANGUE FRANCAISE.

Propriété industrielle et intellectuelle

Le titulaire s'oblige à livrer son mobilier en ordre de marche, après essais satisfaisants sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à pourvoir à aucune omission.

Le titulaire garantit que les équipements seront étudiés réalisés et fournis en conformité avec : les dispositions légales et réglementaires en vigueur au premier jour du mois Mo notamment pour les marquages CE et NF.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis.

Vérification et admission :

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Il est précisé que toute fourniture non conforme à la commande devra être échangée aux frais du fournisseur dans un délais maximum de quatre semaines.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Garanties :

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des fournitures faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Le titulaire garantit qu'il est en mesure d'assurer l'entretien, l'assistance et le suivi de la documentation relative aux matériels et accessoires fournis au titre du présent marché, pendant la durée du marché, et ce à compter de leur date d'admission.

Avaries : S'il survient une avarie dont la réparation incombe au titulaire, un procès-verbal circonstancié sera dressé et notifié au titulaire. Si celui-ci néglige de faire la réparation dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, l'avarie sera réparée d'office aux frais et risques du titulaire.

La réparation des avaries dues à une faute du pouvoir adjudicateur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles n'est pas à la charge du titulaire. Il en est de même pour des réparations faites par le pouvoir adjudicateur sans autorisation du titulaire.

Confidentialité et mesures de sécurité :

La présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCGAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 10 : ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution des marchés.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

Article 11 : RÉSILIATION DU CONTRAT

Le présent contrat sera résilié de plein droit, si bon semble à la partie qui n'est ni défaillante, ni en infraction avec ses propres obligations, 15 jours après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenant déclaration d'user de la présente clause en cas d'inexécution ou d'infractions aux dispositions du présent contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Les dispositions applicables en matière de résiliation du marché sont celles définies au chapitre 7, articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 12 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur : Tribunal Administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – 30000 NIMES – Tél 04 66 27 37 00, Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr.

Néanmoins et conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et les titulaires des marchés peuvent recourir préalablement aux comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés.

Les comités consultatifs de règlement amiable des différends, qui peuvent être nationaux ou locaux, ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends relatifs à l'exécution des marchés.

Pour le département de la Lozère, le comité local compétent est celui de Marseille.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 14 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

▪ 14.1. Description du traitement des données à caractère personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

▪ 14.2. Obligations du titulaire :

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le pouvoir adjudicateur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

14.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du pouvoir adjudicateur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

14.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le pouvoir adjudicateur avant la collecte de données.

14.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

14.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par tout moyen

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les

meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

14.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

14.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

14.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.10 – Documentation

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des

inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

■ 14.3. Obligations du pouvoir adjudicateur :

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX :

Clauses	CCP	CCAG - FCS
Pièces constitutives du marché	Art. 2.1	Art. 4.1
Pénalités	Art. 7	Art. 14.1.3
Pénalités	Art. 7	Art. 14.1.1